

Nouvelles perspectives en sciences sociales



Le populisme énergétique droitier aux États-Unis : quelles perspectives pour l'action climatique dans la démocratie états-unienne ?

Right-Wing Energy Populism in the United States: How Will Climate Action Impact American Democracy?

Jean-Daniel Collomb

Volume 19, Number 1, November 2023

Sur le thème : « La montée des populismes au XXI^e siècle : quelles pistes méthodologiques et thématiques ? »

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1110060ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1110060ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (print)

1918-7475 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Collomb, J.-D. (2023). Le populisme énergétique droitier aux États-Unis : quelles perspectives pour l'action climatique dans la démocratie états-unienne ?

Nouvelles perspectives en sciences sociales, 19(1), 319–355.

<https://doi.org/10.7202/1110060ar>

Article abstract

This article offers a reflection on the effects of right-wing energy populism in the contemporary United States. The power and influence of right-wing energy populism undermines the ability of the US to adopt a long-term and consistent decarbonization strategy, for four reasons: 1) It may cause decarbonization policies to be discontinued; 2) It partially shapes decarbonization policies put in place by Democrats, who are unwilling to be accused of destroying the American way of life; 3) It runs counter to Democratic claims to US climate leadership on the world stage; and 4) It makes it less likely that the US will accede to requests for financial aid for adaptation and mitigation made by many developing countries.

Tous droits réservés © Prise de parole, 2023

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Le populisme énergétique droitier aux États-Unis : quelles perspectives pour l'action climatique dans la démocratie états-unienne ?

JEAN-DANIEL COLLOMB

Université Grenoble-Alpes, France

Introduction

Au cœur de l'été 2022, les élus démocrates au Congrès des États-Unis sont parvenus, à la surprise de nombreux observateurs, à voter l'*Inflation Reduction Act*, permettant au président Joe Biden de promulguer la loi climatique la plus pléthorique de l'histoire des États-Unis. Or, aucun élu républicain, à la Chambre des représentants comme au Sénat, n'a voulu apporter son soutien à ce texte que l'administration démocrate présente volontiers comme l'emblème d'un *leadership* climatique états-unien retrouvé. Comme le soulignent Frank W. Geels *et al.*, les politiques de décarbonation ne relèvent pas uniquement de considérations techniques ou institutionnelles ; elles conduisent le plus souvent à des conflits politiques, sociaux et culturels¹. Il n'est donc guère surprenant que le changement climatique et la question de la décarbonation donnent lieu à des affrontements politiques virulents

¹ Frank W. Geels *et al.*, « The Socio-Technical Dynamics of Low-Carbon Transitions », *Joule*, vol. 1, n° 3, 2017, p. 464.

entre Républicains et Démocrates, qui plus est dans le contexte d'hyperpolarisation qui affecte la démocratie états-unienne contemporaine. En 2015, déjà, Stefan C. Aykut et Amy Dahan évoquaient la polarisation idéologico-partisane, combinée au souci de préservation de la souveraineté nationale et à un système économique tributaire d'un charbon et d'un pétrole bon marché, pour expliquer les atermoiements de l'État fédéral états-unien en matière d'action climatique².

Depuis une dizaine d'années, ajoutent Jens Marquardt et Markus Lederer, la politisation de la question climatique est de plus en plus évidente dans un nombre croissant de pays, et pas seulement aux États-Unis. Selon eux, les populistes, de droite comme de gauche, ont contribué durant cette période à extraire le changement climatique d'un cadre purement technocratique pour en faire un sujet d'affrontements politiques et idéologiques³. Robert Huber note de surcroît que les électeurs populistes sont en moyenne moins favorables aux réglementations environnementales et davantage portés au climato-scepticisme que le reste de la population⁴. Ces tendances ont conduit le philosophe de l'environnement Dale Jamieson à considérer le populisme comme un obstacle majeur à l'action climatique, tout particulièrement sous un régime démocratique, où les dirigeants peinent à réguler les aspirations populaires⁵.

Bien qu'il n'en soit pas la seule cause, le spectre d'une mobilisation populiste contre les politiques de décarbonation semble inciter nombre de responsables politiques à mettre l'accent sur la nécessité de protéger les potentiels perdants de la transition

² Stefan C. Aykut et Amy Dahan, *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Références », 2015, p. 170.

³ Jens Marquardt et Markus Lederer, « Politicizing Climate Change in Times of Populism: An Introduction », *Environmental Politics*, vol. 31, n° 5, 2022, p. 739-745.

⁴ Robert A. Huber, « The Role of Populist Attitudes in Explaining Climate Change Skepticism and Support for Environmental Protection », *Environmental Politics*, vol. 29, n° 6, 2020, p. 970-972.

⁵ Dale Jamieson, *Reason in a Dark Time. Why the Struggle Against Climate Change Failed – and What It Means for Our Future*, New York, Oxford University Press, 2014, p. 101.

énergétique espérée⁶. Conscients de la contrainte populiste, les experts du Giec⁷ portent aussi une attention particulière à la question de l'acceptabilité sociale des mesures de décarbonation⁸. De même, Edwin Zaccàï prône une « écologie des solutions » et la mise en place de mécanismes d'aide aux travailleurs affectés par les conséquences des mesures de décarbonation afin d'éviter de nouveaux mouvements des gilets jaunes⁹. Le populisme impose parfois une sorte de discipline aux élus désireux d'enclencher la sortie des énergies fossiles.

Le populisme énergétique droitier, fondé sur la polarisation peuple/élite, la condamnation morale de l'attitude des élites, la négation de la diversité des aspirations et des intérêts dans l'espace social et une grande malléabilité idéologique, prend une forme particulière aux États-Unis. Parce qu'ils constituent un espace politique où la politisation du changement climatique et le climato-scepticisme sont historiquement plus forts qu'en Europe¹⁰, les États-Unis peuvent nous apporter des éléments de compréhension pertinents au sujet de l'influence du populisme sur les politiques publiques de décarbonation. Le but de cet article est de mener une réflexion au sujet des conséquences du populisme énergétique droitier, si puissant et influent dans les cercles républicains et conservateurs, sur la démocratie états-unienne contemporaine. Il s'agit de démontrer que l'attrait du populisme énergétique droitier, nourri et entretenu par le mouvement climato-sceptique,

⁶ Georgia Piggot et al., *Realizing a Just and Equitable Transition Away from Fossil Fuels*, Stockholm Environment Institute, 2019, <https://www.sei.org/wp-content/uploads/2019/01/realizing-a-just-and-equitable-transition-away-from-fossil-fuels.pdf>.

⁷ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

⁸ Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), *Climate Change 2022. Mitigation of Climate Change. Summary for Policymakers*, Working Group III Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, 2022, p. 46, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGIII_SummaryForPolicymakers.pdf.

⁹ Edwin Zaccàï, *Deux degrés. Les sociétés face au changement climatique*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Essai », 2019, p. 101-103.

¹⁰ Karin Möhler, Grégory Piet et Edwin Zaccàï, « Changement climatique et familles politiques en Europe », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2257, 2015, p. 13-14.

menace durablement la capacité de la démocratie états-unienne à mettre en place une stratégie de décarbonation cohérente et robuste à long terme, et ce, d'au moins 4 manières : (1) en remettant en question la continuité des politiques publiques de décarbonation ; (2) en façonnant partiellement le contenu des politiques de décarbonation mises en place par les Démocrates, soucieux de ne jamais être perçus comme remettant en cause le mode de vie américain ; (3) en affaiblissant la rhétorique démocrate du *leadership* climatique états-unien sur la scène internationale ; et (4) en réduisant les chances que les États-Unis fassent droit aux demandes de réparations climatiques exprimées par de nombreux pays en développement.

L'article s'ouvre sur une tentative de définition du populisme énergétique droitier dans le contexte des États-Unis. Il se compose ensuite de 4 parties, chacune consacrée à un des effets du populisme énergétique droitier sur la capacité de la démocratie états-unienne à lutter contre le changement climatique sur le temps long.

Le populisme énergétique droitier aux États-Unis

Bien que cet article porte sur le populisme énergétique, il convient de rappeler que cette expression entre en concurrence avec d'autres choix lexicaux, voisins mais légèrement différents. Le journaliste Stéphane Foucart évoque un « populisme climatique » en référence aux diverses manifestations du climato-scepticisme en France et dans le reste du monde¹¹. Cette expression est contestée par le philosophe Rémi Beau, pour qui le climato-scepticisme est avant tout le fait d'intérêts économiques puissants et très éloignés des aspirations populaires¹². Pour Jean-Michel Valantin, la rhétorique de l'administration Trump entre 2017 et 2021 relevait du « carbo-populisme¹³ », terme auquel Tanner

¹¹ Stéphane Foucart, *Le Populisme climatique. Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science*, Paris, Denoël, coll. « Impacts », 2010.

¹² Rémi Beau, « Peuples climatiques ? », *Multitudes*, n° 61, 2015, p. 116.

¹³ Jean-Michel Valantin, « L'Anthropocène, champ de bataille sino-américain », *L'aigle, le dragon et la crise climatique*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Anthropocène », 2020, p. 152.

Mirrlees et Djamila Mones préfèrent celui de « pétro-populisme », qui renvoie à la diabolisation de l'environnementalisme, présenté comme un dangereux délire entretenu par des élites progressistes¹⁴. Dans cet article, l'expression plus générique de populisme énergétique paraît plus appropriée dans la mesure où la réflexion menée porte sur les discours au sujet de toutes les sources d'énergie et de l'accès à celles-ci. Pour les tenants du populisme énergétique droitier aux États-Unis, il s'agit avant tout de défendre et de justifier la légitimité de modes de vie extrêmement énergivores et de rejeter toute évolution au nom de la décarbonation de l'économie. Le lobbyiste climato-sceptique Steve Milloy affirme par exemple agir pour la sauvegarde de la prospérité matérielle de son pays et pour le bien-être de ses concitoyens en s'opposant à l'action climatique : « *If our energy supply were threatened, then all our comforts and conveniences that stem from it – in other words, the American Way of Life – would be endangered as well*¹⁵ ». Du point de vue du populisme énergétique droitier états-unien, l'urgence climatique n'est qu'un prétexte au démantèlement d'un ordre social et d'un système économique qui ont pourtant fait le bonheur du peuple états-unien.

Meghan Elizabeth Kallman et Scott Frickel ont proposé leur propre définition d'un populisme énergétique (*energy populism*) davantage ancré à gauche, qui privilégie le refus de la concentration du pouvoir politique et économique et l'éloge du pouvoir local et populaire en matière énergétique. Ses partisans affirment se soucier du sort des gens ordinaires face à des entités, extérieures ou non à l'appareil d'État, hors d'atteinte de tout contrôle démocratique véritable. La centralisation du pouvoir permet notamment à ces entités d'imposer de nouvelles infrastructures

¹⁴ Tanner Mirrlees, « The Carbon Convoy: The Climate Emergency Fueling the Far Right's Big Rigs », *Energy Humanities*, 3 mai 2022, <https://www.energyhumanities.ca/news/the-carbon-convoy-the-climate-emergency-fueling-the-far-rights-big-rigs> ; Djamila Mones, « Le pétropopulisme freine la transition énergétique », *The Conversation*, 15 mars 2022, <https://journalmetro.com/environnement/2792023/le-petropopulisme-freine-la-transition-energetique/>.

¹⁵ Steve Milloy, *Green Hell. How Environmentalists Plan to Control Your Life and What You Can Do to Stop Them*, Washington D.C., Regnery Publishing, 2009, p. 33.

énergétiques au mépris des résistances locales¹⁶. Ce courant semble bel et bien compatible avec la définition du populisme de gauche proposée par Benjamin Moffitt, pour qui les populistes de gauche s'insurgent principalement contre un *establishment* politico-économique dont les intérêts sont jugés contraires à ceux des gens ordinaires. Il cite l'exemple du populisme de gauche en Amérique Latine, qui prend régulièrement pour cible des institutions comme le FMI ou l'OMC¹⁷.

Dans le présent article, le choix d'étudier le populisme énergétique tel qu'il s'exprime à droite découle d'une volonté de mettre en lumière les freins à l'action climatique. Or, aux États-Unis, jusqu'à présent, l'opposition à l'action climatique a bien trouvé sa source à droite de l'échiquier politique. Il est possible que la configuration politique se complexifie dans les années à venir, à mesure que l'administration Biden s'efforce de mettre en application les dispositions de l'*Inflation Reduction Act* : dans sa quête d'un déploiement très rapide et à grande échelle de grands projets énergétiques, elle pourrait se heurter à une opposition déterminée de groupes locaux, inspirés par un populisme énergétique de gauche tel que décrit par Kallman et Frickel, et par le mouvement pour la justice environnementale. Pour l'heure, cependant, l'épicentre de la résistance à la décarbonation de l'économie états-unienne demeure bien à droite.

Dans l'étude comparative qu'ils ont consacrée au populisme droitier aux États-Unis, au Brésil et aux Philippines, Jens Marquardt, M. Cecilia Oliveira et Markus Lederer notent de réelles convergences entre ces diverses manifestations du populisme droitier autour de plusieurs thèmes liés à l'énergie et au climat : mobilisation des laissés-pour-compte de la mondialisation et des évolutions technologiques, anti-élitisme, rejet du cosmopolitisme, mise en avant d'expériences locales et individuelles contre la formation de connaissances établies par un processus

¹⁶ Meghan Elizabeth Kallman et Scott Frickel, « Power to the People: Industrial Transition Movements and Energy Populism », *Environmental Sociology*, vol. 5, n° 3, 2019, p. 255-268.

¹⁷ Benjamin Moffitt, *Populism*, Cambridge, Polity Press, coll. « Key Concepts in Political Theory », 2020, p. 67.

institutionnalisé. Ils rappellent toutefois que des facteurs contextuels, propres à chaque pays, conduisent à des variations notables¹⁸. Il faut donc garder à l'esprit que la description du populisme droitier ci-après est ancrée dans le contexte états-unien contemporain.

Selon Moffitt, le populisme peut être interprété de quatre manières différentes : comme une idéologie ; comme une stratégie ; comme un discours ; ou comme un mode de performance politique¹⁹. À la suite de Cas Mudde et Cristóbal Kaltwasser, cet article s'inscrit dans une démarche idéationnelle : le populisme énergétique droitier y est abordé comme une idéologie qui conçoit la société comme un ensemble scindé entre un peuple moralement pur et une élite corrompue qu'il conviendrait de renverser afin de faire en sorte que la politique, sous un nouvel ordre populiste, devienne l'expression de la volonté générale.

De fait, le populisme énergétique droitier tel qu'il s'exprime aux États-Unis présente toutes les caractéristiques énumérées par Mudde et Kaltwasser dans leur étude séminale du concept de populisme²⁰. Ces derniers rappellent tout d'abord qu'une vision manichéenne entre un peuple vertueux et des élites mal intentionnées est au fondement de tout courant populiste. À chaque fois, l'intérêt général du peuple est conçu comme entrant en conflit avec les intérêts spécifiques d'élites économiques, politiques et médiatiques ou encore culturelles. Ensuite, la rhétorique populiste comporte inmanquablement une forte dimension morale. Les élites incriminées ne se trompent pas ; elles agissent sciemment, de manière immorale, pour leurs propres intérêts. Par ailleurs, la vision populiste implique une négation de la pluralité des valeurs et des intérêts au sein du peuple, présenté au contraire comme un ensemble monolithique et unifié, à la

¹⁸ Jens Marquardt, M. Cecilia Oliveira et Markus Lederer, « Same, Same, but Different? How Democratically Elected Right-Wing Populists Shape Climate Change Policymaking », *Environmental Politics*, vol. 31, n° 5, 2022, p. 777-800.

¹⁹ Benjamin Moffitt, *op. cit.*, p. 14.

²⁰ Cas Mudde et Cristóbal Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, trad. de l'anglais par Benoîte Dauvergne, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, coll. « Monde en cours », 2018 [2017], p. 14-38.

fois par ses intérêts et par son statut de victime des élites. Enfin, Mudde et Kaltwasser soulignent la « malléabilité du concept²¹ », souvent rattaché à d'autres idéologies beaucoup plus substantielles et élaborées, comme le socialisme ou le nationalisme. Le populisme droitier états-unien s'inscrit parfaitement dans ce cadre.

Pour commencer, la dichotomie peuple/élite est au cœur du populisme énergétique pratiqué par l'ancien président Donald Trump, qui n'hésite pas à mettre en doute les intentions des climatologues et qui déplore l'abandon des travailleurs états-unien au nom de la décarbonation : « *For over 40 years, America was vulnerable to foreign regimes that used energy as an economic weapon. Americans' quality of life was diminished by the idea that energy resources were too scarce to support our people*²² ». C'est que, selon Christopher Horner du Competitive Enterprise Institute, le mouvement climatique est en réalité impulsé et orienté par des groupes privés puissants, avant tout soucieux de leurs intérêts financiers : « *Most notable is the access the greens have gained to the wealth of the Rockefellers, the Fords, the SUN Oil Company among many others*²³ ». Les populistes énergétiques droitiers reprochent d'ailleurs régulièrement aux partisans de l'action climatique de faire preuve d'hypocrisie, en ne s'appliquant pas à eux-mêmes les sacrifices qu'ils réclament des gens ordinaires. L'ancien Vice-Président Al Gore occupe à ce titre une place centrale dans la littérature climato-sceptique états-unienne²⁴. Ce thème est également présent dans le roman climato-sceptique de Michael Crichton dont l'intrigue est construite autour d'une conspiration internationale visant à utiliser la lutte contre le changement climatique comme prétexte au démantèlement du système capitaliste. Dans plusieurs passages, l'auteur ridiculise l'hypocrisie

²¹ *Ibid.*, p. 19.

²² « Remarks by President Trump at the Unleashing American Energy Event », Trump White House Archive, 29 juin 2017, <https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-unleashing-american-energy-event/>.

²³ Christopher E. Horner, *The Politically Incorrect Guide to Global Warming and Environmentalism*, Washington D.C., Regnery Publishing, 2007, p. 5.

²⁴ Steve Milloy, *op. cit.*, p. 146-148.

d'environnementalistes fortunés dont le mode de vie énergivore contredit les aspirations militantes²⁵.

D'après Huber, les négociations internationales sur le climat se prêtent particulièrement bien aux caricatures populistes dans la mesure où nombre des tractations ont nécessairement une forte dimension abstraite et technique, et où les *Conferences of Parties* organisées dans le cadre onusien sont l'apanage d'élites politiques, scientifiques et économiques²⁶. Plus généralement, Tom Nichols note une forte propension en régime démocratique à contester des principes établis et à considérer la spécialisation technique nécessaire à l'élaboration de politiques énergétiques éclairées comme une entorse aux aspirations égalitaires consubstantielles à l'esprit démocratique²⁷.

Le populisme énergétique droitier états-unien emprunte aussi régulièrement à un registre moral, en conformité avec la typologie de Mudde et Kaltwasser. Il n'est pas anodin que le philosophe libertarien Alex Epstein ait choisi d'intituler son plaidoyer pour le *statu quo* énergétique *The Moral Case for Fossil Fuels*. Epstein y présente les environnementalistes comme des adversaires du genre humain et la décarbonation comme une entreprise moralement répréhensible car attentatoire au bien-être des gens ordinaires²⁸. Il s'efforce d'affronter les partisans de l'action climatique sur le terrain moral qu'ils ont eux-mêmes investi depuis plusieurs décennies. Ce qui est immoral, répètent à l'envi les tenants du populisme énergétique, c'est d'appauvrir les Américains, et notamment les plus modestes d'entre eux.

La conception du peuple états-unien comme un ensemble uniforme et monolithique est un autre trait récurrent du populisme énergétique droitier, conforme à la définition de Mudde et Kaltwasser. Si les tenants du populisme énergétique droitier

²⁵ Michael Crichton, *State of Fear*, New York, HarperCollins, 2004, p. 480-483.

²⁶ Robert A. Huber, *op. cit.*, p. 964.

²⁷ Tom Nichols, *The Death of Expertise. The Campaign against Established Knowledge and Why It Matters*, New York, Oxford University Press, 2017, p. 16.

²⁸ Alex Epstein, *The Moral Case for Fossil Fuels*, New York, Portfolio/Penguin, 2014.

évoquent volontiers l'idéologie progressiste, *liberal*, voire socialiste, des élites qu'ils fustigent, ils ne distinguent généralement pas un peuple républicain et conservateur d'un peuple démocrate et progressiste. Lorsque Stephen Moore et Andrew Vanderplas de l'Heritage Foundation critiquent les *Renewable Portfolio Standards*, qui « volent aux pauvres pour subventionner les riches²⁹ », ils le font au nom du peuple tout entier, sans distinctions. Dans une veine similaire, le populisme énergétique trumpien prétend défendre l'Amérique des travailleurs et n'inclut pas de références aux origines ethniques ou nationales de ces derniers³⁰. Selon Federico Finkelstein et Nadia Urbinati, les populistes ont tendance à essentialiser et uniformiser le peuple, en considérant que seule leur majorité est réellement légitime. Il donne l'exemple de Donald Trump qui prétend être à la tête d'une majorité qui s'avère davantage imaginaire que réelle. La référence à la majorité devient dès lors un instrument rhétorique visant à donner une substance à une proposition factuellement douteuse³¹.

Enfin, il semble indéniable que le populisme énergétique droitier sert à véhiculer des idées propres à deux courants idéologiques puissants et influents à droite de l'échiquier politique états-unien, le néolibéralisme et le nationalisme. À en croire Riley Dunlap et Aaron McCright, le climato-scepticisme est particulièrement fort dans les pays où l'idéologie néolibérale exerce une grande influence, à l'image de l'Australie, du Canada, de la Grande-Bretagne et des États-Unis³². Or, le populisme énergétique droitier soutient les intérêts des industries fossiles et un

²⁹ Stephen Moore et Andrew Vanderplas, *State Renewable Energy Mandates: A Regressive Green Tax on America's Poor*, The Heritage Foundation, Special Report, n° 206, 30 octobre 2018, p. 7, https://www.heritage.org/sites/default/files/2018-10/SR206_0.pdf.

³⁰ Jean-Daniel Collomb, « Le populisme climatique de Donald J. Trump et le libre marché des idées », *Transatlantica*, n° 1, 2021, p. 8-9.

³¹ Federico Finkelstein et Nadia Urbinati, « On Populism and Democracy », *Populism*, vol. 1, n° 1 2018, p. 27.

³² Riley E. Dunlap et Aaron M. McCright, « Challenging Climate Change. The Denial Countermovement », dans Riley E. Dunlap et Robert J. Brulle (dir.), *Climate Change and Society. Sociological Perspectives*, New York, Oxford University Press, 2015, p. 319.

productivisme énergétique sans entraves au détriment des réglementations étatiques en conflit avec la vision néolibérale de l'économie. La grande entreprise de dérèglementation du secteur de l'énergie, menée par l'administration Trump au nom de l'*energy dominance*, offre une parfaite illustration de la convergence entre populisme énergétique et néolibéralisme.

Le populisme énergétique droitier états-unien s'accorde également très bien avec le nationalisme et une défense déterminée de la souveraineté nationale états-unienne. Angela Antonelli, Brett D. Schaefer et Alex Annett affirment que lutter contre les avancées du multilatéralisme climatique onusien, c'est aussi s'opposer aux progrès de la gouvernance mondiale³³. S. Fred Singer, quant à lui, dit vouloir contrecarrer les desseins des élites cosmopolites (« *one worlder*³⁴ »). Sous la présidence de Donald Trump, cette vision nationaliste a orienté la diplomatie climatique états-unienne, pour ne pas dire le refus de celle-ci, comme l'a montré le retrait éphémère de l'Accord de Paris. L'exacerbation de la rivalité géostratégique entre la Chine et les États-Unis ne fait qu'accentuer cette méfiance nationaliste à l'encontre d'un multilatéralisme climatique qui pourrait indirectement servir les intérêts des rivaux des États-Unis.

Même si les positions ont légèrement évolué ces dernières années, le populisme énergétique droitier reste une force centrale à droite de l'échiquier politique états-unien. Certes, de nombreuses entreprises, dont certaines soutiennent le parti républicain, reconnaissent désormais la nécessité d'agir sur le front climatique, comme en témoigne le soutien apporté par la Business Roundtable aux énergies renouvelables et à la capture

³³ Angela Antonelli, Brett D. Schaefer et Alex Annett, *The Road to Kyoto: How the Global Climate Treaty Fosters Economic Impoverishment and Endangers US Security*, Heritage Foundation, Backgrounder, n° 1143, 6 octobre 1997, p. 26, <https://www.heritage.org/report/the-road-kyoto-how-the-global-climate-treaty-fosterseconomic-impoverishment-and-endangers-us>.

³⁴ S. Fred Singer, *Climate Policy – From Rio to Kyoto: A Political Issue for 2000 – and Beyond*, Stanford University, Hoover Institution, 2000, p. 37, <https://www.hoover.org/research/climate-policy-rio-kyoto-political-issue-2000-and-beyond>.

du carbone³⁵. Certes, des élus républicains au Congrès ont créé en 2021 un *Conservative Climate Caucus* dans le but d'avancer des mesures de décarbonation en conformité avec les principes du libre marché. Certes, des cercles de réflexions libertariens, comme R-Street, le Niskanen Center ou le Climate Leadership Council, se distinguent désormais de la plupart de leurs homologues droitiers en prônant la taxation du carbone. Il n'en demeure pas moins que la rhétorique du populisme énergétique est encore considérée comme un outil de communication politique efficace par de nombreux élus républicains, comme en atteste l'actuelle offensive du GOP contre le « *capitalisme woke* », dont la finance verte est l'une des cibles de prédilection. Ainsi, plusieurs États gouvernés par des majorités républicaines tentent de sanctionner les institutions bancaires et fonds d'investissements désireux de verdir leurs portefeuilles. À l'été 2022, par exemple, le *Comptroller* du Texas, Glenn Hegar, a dressé une liste d'entreprises et de fonds d'investissements avec lesquels son État n'acceptera désormais plus de se lier contractuellement. Parmi ces institutions figurent notamment BlackRock, Crédit Suisse et UBS, qui se sont engagés à tenir compte des risques climatiques dans leurs décisions d'investissement. D'autres États, comme la Virginie occidentale, ont pris des mesures similaires contre la bien-pensance progressiste et environnementaliste qui aurait infiltré le monde financier³⁶.

Le populisme énergétique droitier est un courant important et durablement installé à droite de l'échiquier politique états-unien, et constitue par conséquent une menace substantielle pour la stratégie de décarbonation à long terme de l'économie états-unienne, et ce, même lorsque ses partisans ne sont pas en majorité.

³⁵ Andrew Freedman, « First Look: The Business Roundtable's New Energy Agenda », *Axios*, 19 avril 2022, <https://www.axios.com/2022/04/19/business-roundtable-white-house-energy>.

³⁶ Andrew Freedman, « BlackRock, UBS and 348 ESG Funds “banned” in Texas », *Axios*, 25 août 2022, <https://www.axios.com/2022/08/25/texas-bans-blackrock-ubs-esg-backlash>.

Populisme énergétique et instabilité des politiques de décarbonation

Les partisans du populisme énergétique droitier peuvent prendre le pouvoir ou être associés à celui-ci. Dans ces situations, ils acquièrent la capacité de ralentir, d'affaiblir, ou même, parfois, de supprimer des mesures de décarbonation. C'est la conséquence la plus évidente de ce phénomène. Dans l'étude qu'ils ont consacrée aux pays de l'OCDE, Ben et Matthew Lockwood ont montré que la montée des partis populistes de droite a globalement un effet négatif sur les politiques publiques de décarbonation, même si le constat est plus ambigu au sujet du sort des renouvelables. Il semble à cet égard que le régime démocratique puisse offrir des configurations favorables au populisme³⁷.

Sans considérer cette tendance comme une fatalité, Bryden Spurling déplore qu'il soit difficile d'adopter des mesures stratégiques de long terme dans les démocraties libérales. Le traitement de la question climatique offre, selon lui, une excellente illustration de cette propension au court-termisme, qui conduit une partie des élus à éviter les efforts et sacrifices à court terme et d'autres à instrumentaliser politiquement l'opposition aux mesures de décarbonation. D'après Spurling, trois caractéristiques inhérentes aux démocraties libérales pourraient expliquer cette tendance : les gains à court terme y sont souvent privilégiés aux dépens des bénéfiques à long terme ; la concurrence entre les forces politiques l'emporte régulièrement sur la coopération entre elles ; et les élus tendent à réagir à des problèmes contemporains de leurs mandats plutôt qu'à privilégier l'anticipation. Spurling craint que le changement climatique ne soit pas suffisamment perceptible pour susciter le type de mobilisations propres aux périodes de guerre par exemple³⁸. Les tenants du populisme

³⁷ Ben Lockwood et Matthew Lockwood, « How Do Right-Wing Populist Parties Influence Climate and Renewable Energy Policies? Evidence from OECD Countries », *Global Environmental Politics*, vol. 22, n° 3, 2022, p. 12-37.

³⁸ Bryden Spurling, « The Peril of Modern Democracy: Short-Term Thinking in a Long-Term World », *United States Studies Centre*, Sydney, Université de

énergétique droitier profitent de cette configuration particulièrement favorable à leur posture défensive (en ce sens qu'ils œuvrent pour le maintien du *statu quo* énergétique fondé sur les fossiles).

Les États-Unis sont un pays dans lequel la capacité du populisme énergétique droitier à affaiblir l'effort de décarbonation paraît évidente. De fait, dans leur étude du lien entre populisme droitier et opposition aux mesures de décarbonation, Lockwood et Lockwood soulignent que, parmi les pays de l'OCDE, ceux qui n'ont pas de scrutin à la proportionnelle et ne sont pas membres de l'Union Européenne sont aussi ceux, à l'image des États-Unis, qui ont le plus de chances de voir leurs politiques de décarbonation remises en cause par l'arrivée au pouvoir de forces populistes droitières³⁹. De surcroît, le fonctionnement contemporain de la démocratie états-unienne favorise la polarisation idéologico-partisane et donne une influence et un poids politique disproportionnés aux éléments les plus radicaux au sein des partis républicain et démocrate⁴⁰. De telle sorte que les populistes énergétiques droitiers peuvent se contenter de convaincre les sympathisants les plus militants du parti républicain pour obtenir des résultats concrets. À cet égard, la grande entreprise de dérèglementation environnementale et énergétique menée par l'administration Trump est un cas d'école⁴¹, même si elle connaît des précédents notables durant les présidences de Ronald Reagan et de George W. Bush.

Le cas des États-Unis démontre par ailleurs qu'il ne suffit pas d'écarter du pouvoir les tenants du populisme énergétique droitier pour obtenir des politiques de décarbonation volontaristes. Il semble en réalité que ce populisme parvienne à façonner, au moins partiellement, les mesures adoptées par ses adversaires.

Sydney, 3 février 2020, p. 3-6, <https://www.ussc.edu.au/analysis/the-peril-of-modern-democracy-short-term-thinking-in-a-long-term-world>.

³⁹ Ben Lockwood et Matthew Lockwood, *op. cit.*, p. 16.

⁴⁰ Alan Abramowitz, *The Disappearing Center. Engaged Citizens, Polarization, and American Democracy*, New Haven, Londres, Yale University Press, 2010.

⁴¹ Pour une liste des mesures prises par l'administration Trump dans le domaine de l'énergie, voir le *Climate Deregulation Tracker* de l'université Columbia : <https://climate.law.columbia.edu/climate-deregulation-tracker>.

L'influence du populisme énergétique sur les Démocrates : le cas de l'administration Biden

Le populisme énergétique droitier repose sur l'idée que la majorité des citoyens états-uniens n'accepteraient pas une remise en cause profonde de leur mode de vie énergivore. Le politiste Roger Pielke Jr. évoque à ce sujet l'existence d'une « loi d'airain de la politique climatique », en conséquence de laquelle les politiques publiques visant à stimuler la croissance économique tendent à l'emporter sur celles visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre lorsqu'elles entrent en concurrence⁴². Le président Donald Trump n'avait pas dit autre chose lorsqu'il avait tourné en dérision le président français, Emmanuel Macron, au moment de la crise des gilets jaunes, qui avait commencé en réaction contre une augmentation de la taxe carbone sur le carburant : « *How is the Paris Environmental Accord working out for France? After 18 weeks of rioting by the Yellow Vest Protesters, I guess not so well! In the meantime, the United States has gone to the top of all lists on the Environment* »⁴³. Il ne fait guère de doute que de nombreux responsables démocrates cherchent à éviter de donner l'impression que leurs politiques climatiques pourraient entraîner la fin de l'abondance matérielle, si souvent associée au rêve américain. En novembre 2021, alors que les coûts de l'énergie étaient en forte hausse aux États-Unis, le *Vice Secretary of Energy* David Turk déclarait notamment : « *There is no doubt we need to have affordable, reliable, resilient energy in our country and other countries. It's a political imperative. It's necessary for people's jobs, livelihoods, etc, etc. And at the same time, we have a climate imperative* »⁴⁴. Cette déclaration implique un lien fort entre abondance énergétique et stabilité sociale en régime démocratique, ce qui n'a pas échappé à de nombreux chercheurs.

⁴² Roger Pielke Jr., *The Climate Fix. What Scientists and Politicians Won't Tell You About Global Warming*, New York, Basic Books, 2010, p. 46.

⁴³ Tweet de @realDonaldTrump, 16 mars 2019, <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/1107029377123057664>.

⁴⁴ Andrew Freedman, « How the Energy Department Views Rising Gas Prices », *Axios*, 9 novembre 2021, <https://www.axios.com/2021/11/09/energy-department-cop26-rising-gas-prices>.

Dans *Abondance et liberté*, le philosophe Pierre Charbonnier propose par exemple « une histoire matérielle de la liberté⁴⁵ », dans laquelle il identifie un lien très étroit entre la transformation radicale des conditions matérielles d'existence rendues possibles par la révolution industrielle et l'idéal moderne d'autonomie au fondement même des démocraties libérales. La croissance économique et la prospérité matérielle qui l'a accompagnée auraient formé le socle de l'adhésion collective à la modernité⁴⁶. De ce point de vue, la période dite des Trente Glorieuses est décrite par Charbonnier comme une sorte de moment paroxystique qui voit la démocratisation du capitalisme dans les pays industrialisés et la convergence entre « garantie des droits » et « abondance matérielle » dans le projet moderniste⁴⁷. Dès lors, selon l'économiste Philippe Moati, « la paix sociale est obtenue au prix de la stabilité de l'emploi, de la protection de l'État providence, et d'une progression régulière des revenus des salariés leur ouvrant grand les portes de la société de consommation⁴⁸ ». Cependant, l'apparition de grands défis environnementaux ainsi que des inquiétudes au sujet de la raréfaction de ressources stratégiques dans les dernières décennies du XX^e siècle ont fait naître des tensions entre soif d'autonomie individuelle et prise en compte des contraintes physiques de la Terre et du vivant⁴⁹. Ce dilemme interroge sur la capacité des démocraties libérales contemporaines à prospérer, ou même à subsister, dans un monde où l'abondance énergétique serait remise en question.

Il convient de garder à l'esprit qu'il n'existe pas de consensus académique au sujet du lien entre l'attachement à la prospérité matérielle et la résistance aux politiques publiques de protection de l'environnement dans les démocraties. Si, comme Charbonnier, Alain Grandjean perçoit une « contradiction entre l'infini de nos

⁴⁵ Pierre Charbonnier, *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines », 2020, p. 9.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 49.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 292.

⁴⁸ Philippe Moati, *La société malade de l'hyperconsommation*, Paris, Odile Jacob, 2016, p. 24.

⁴⁹ Pierre Charbonnier, *op. cit.*, p. 399.

désirs et la finitude du monde⁵⁰ », Marina Povitkina soutient que les démocraties obtiennent en réalité de meilleurs résultats en matière de décarbonation que les autres régimes en raison notamment d'une plus grande pression exercée par la société civile, même si l'absence de corruption et la qualité des outils bureaucratiques sont des prérequis nécessaires⁵¹. Zeynep Clulow note, elle aussi, une relative supériorité des démocraties sur les régimes autoritaires dans ce domaine bien que l'ouverture des institutions à la société civile puisse aussi profiter aux adversaires de la décarbonation⁵². Selon Matto Mildemberger et Anthony Leiserowitz, les récessions économiques ne détournent pas les opinions publiques de la cause climatique⁵³. Les travaux de John Kenny corroborent partiellement ce constat, notamment au sujet de la croissance économique, tout en soulignant qu'il n'en va pas de même de l'augmentation du chômage, qui peut conduire à une moindre adhésion de l'opinion à la protection de l'environnement⁵⁴.

On mesure ici à quel point la discussion académique est nuancée. Toutefois, les stratégies adoptées par de nombreux élus états-uniens laissent à penser que ces derniers estiment qu'il existe un lien de causalité profond entre le maintien d'un haut niveau d'abondance matérielle et la stabilité sociale et politique de la démocratie états-unienne. Or, si Charbonnier en appelle au découplage entre l'idéal démocratique de l'autonomie individuelle et le désir d'abondance matérielle afin de favoriser l'avènement

⁵⁰ Alain Grandjean, « Les conditions de la “croissance verte” », *Annales des Mines – Responsabilité et environnement*, n° 61, 2011, p. 126.

⁵¹ Marina Povitkina, « The Limits of Democracy in Tackling Climate Change », *Environmental Politics*, vol. 27, n° 3, 2018, p. 411-432.

⁵² Zeynep Clulow, « Democracy, Electoral Systems and Emissions: Explaining When and Why Democratization Promotes Mitigation », *Climate Policy*, vol. 19, n° 2, 2019, p. 244-257.

⁵³ Matto Mildemberger et Anthony Leiserowitz, « Public Opinion on Climate Change: Is There an Economy-Environment Tradeoff? », *Environmental Politics*, vol. 26, n° 5, 2017, p. 801-824.

⁵⁴ John Kenny, « Economic Conditions and Support for the Prioritisation of Environmental Protection during the Great Recession », *Environmental Politics*, vol. 29, n° 6, 2020, p. 937-958.

« d'une démocratie postcroissance⁵⁵ », l'administration Biden préfère promouvoir l'idée qu'il serait possible de verdir la société d'abondance et de lutter efficacement contre le changement climatique sans s'exposer aux accusations d'appauvrissement proférées par les tenants du populisme énergétique droitier.

Dès sa campagne, Joe Biden s'est livré à un exercice d'équilibre entre une aile gauche du parti démocrate de plus en plus ambitieuse sur le front climatique et les populistes énergétiques droitiers l'accusant d'être le fossoyeur de la prospérité matérielle du pays. D'où, par exemple, les efforts déployés en Pennsylvanie pour ne pas être perçu comme un candidat hostile à l'extraction des hydrocarbures, si lucrative dans cet État, alors même qu'il clamait par ailleurs son intention de ne plus accorder de nouveaux permis d'extraction de pétrole et de gaz sur le domaine public fédéral⁵⁶. Quelques mois après l'élection de Joe Biden, son envoyé spécial pour le climat, John Kerry, déclarait que la lutte contre le changement climatique n'entraînait pas nécessairement une remise en question du mode de vie états-unien :

Je pense que c'est une fausse question. C'est faux de dire aux gens qu'ils devront abandonner leur vie. Il faut la changer, pas l'abandonner. La question est quels produits utilisez-vous et achetez-vous ? La lessive pour votre machine à laver est-elle durable ? Votre machine à laver est-elle alimentée avec de l'électricité issue des renouvelables ? Nous pourrions toujours laver et avoir une machine. Nous pourrions continuer à faire des choses. Mais nous devons passer à l'électrique⁵⁷.

L'administration Biden n'est pas la première administration démocrate à défendre cette position. Qu'il suffise de rappeler les nombreux aménagements réclamés et obtenus par l'administration Clinton pour alléger le fardeau économique potentiel du protocole de Kyoto (que leur pays ne ratifiera finalement pas)⁵⁸.

⁵⁵ Pierre Charbonnier, *op. cit.*, p. 415.

⁵⁶ Eugene Linden, *Fire and Flood. A People's History of Climate Change, from 1979 to the Present*, New York, Penguin Press, 2022, p. 217.

⁵⁷ Violaine Colmet-Daâge et Mathieu Génon, « John Kerry : "Négocier l'American Way of Life" ? C'est une fausse question » », *Reporterre*, 26 mars 2022, <https://reporterre.net/John-Kerry-Negocier-l-american-way-of-life-C-est-une-fausse-question>.

⁵⁸ Stefan C. Aykut et Amy Dahan, *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales*, *op. cit.*, p. 181.

L'*Inflation Reduction Act (IRA)*, voté par le Congrès en août 2022 après d'âpres négociations, reflète la vision démocrate de la décarbonation. Cette loi, sans précédent par son ampleur, repose presque exclusivement sur des dispositifs incitatifs (allègements fiscaux, subventions, investissements publics, prêts...). Ses concepteurs font le pari que, par des choix politiques audacieux, l'État fédéral peut orienter l'économie états-unienne dans son ensemble vers un modèle de décarbonation qui permettra un découplage à grande échelle et à brève échéance entre croissance du PIB et empreinte carbone. Il s'agit donc de mettre la croissance au service de la décarbonation et, en aucun cas, de mettre fin à la croissance. Le texte contient également des dispositions mercantilistes dont le but est de stimuler la création d'emplois aux États-Unis afin que les investissements consentis profitent aux travailleurs états-unien⁵⁹. À plusieurs égards, le *modus operandi* de l'*IRA* est une réponse aux sarcasmes des populistes énergétiques droitiers qui répètent à l'envi que la décarbonation conduira à l'appauvrissement du peuple états-unien.

La crainte du populisme énergétique droitier semble d'ailleurs avoir guidé, au moins en partie, la manière dont l'administration Biden aborde la crise énergétique dont les effets sont palpables aux États-Unis depuis 2021. Devant l'envolée rapide du prix du pétrole et du gaz fossile (exacerbée par les conséquences de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022), l'administration Biden n'a pas tardé à prendre des mesures favorables aux énergies fossiles, en contradiction avec ses ambitions de campagne. Les efforts incessants déployés afin d'endiguer l'augmentation du prix du carburant en offrent le meilleur exemple. À cette fin, l'administration Biden a sollicité la *Strategic Petroleum Reserve* comme aucun de ses prédécesseurs⁶⁰ ; elle a exhorté les pays de l'*OPEC*⁶¹ à produire

⁵⁹ Evergreen Action Policy Team, « Evergreen Explains: The Climate Impact of the Inflation Reduction Act », 23 août 2022, <https://www.evergreenaction.com/documents/The-Climates-Impact-of-the-IRA.pdf>.

⁶⁰ Adam Aton, « Biden's Use of Oil Reserves Overshadows Past Presidents », *E&E News*, 20 octobre 2022, <https://www.eenews.net/articles/bidens-use-of-oil-reserves-overshadows-past-presidents/>.

⁶¹ *Organization of the Petroleum Exporting Countries*.

davantage de pétrole (au moment même où elle célébrait le grand retour du *leadership* climatique états-unien à l'approche de la COP26) ; et elle a tenté de contraindre les groupes gaziers et pétroliers détenteurs de permis sur le domaine public à augmenter leur production⁶². Ces groupes se sont vu octroyer davantage de permis d'exploitation que durant les deux premières années de l'administration Trump⁶³. En 2022, l'administration Biden a aussi activement soutenu l'augmentation des exportations de gaz naturel liquéfié vers l'Europe dans le but de compenser la chute brutale des exportations gazières russes vers le Vieux Continent. À l'issue d'une négociation avec la Commission européenne, l'administration Biden a prévu de permettre l'exportation de 50 milliards de mètres cubes de gaz supplémentaires à l'horizon 2030⁶⁴. En mars 2023, l'administration Biden provoquera à nouveau l'ire de nombreux environnementalistes en donnant son feu vert à l'exploitation d'un immense champ pétrolifère en Alaska (*Willow project*) par le groupe pétrolier Conoco Phillips.

Nombre de ces décisions ont été prises à l'approche des élections de mi-mandat de novembre 2022. Certes, l'administration Biden faisait face à un parti républicain prompt à associer ses politiques énergétiques à l'inflation soutenue qui frappe le pays. Mais elle est loin d'être la seule à raisonner en ces termes. Dans l'étude qu'il a consacrée aux politiques de décarbonation au Japon, Benoît Granier évoque par exemple un projet techno-centré visant à promouvoir la croissance économique et la compétitivité

⁶² Timothy Puko et Colin Eaton, « Natural-Gas Industry Gets Boost as Biden Shifts Stance », *Wall Street Journal*, 26 mars 2022, <https://www.wsj.com/articles/natural-gas-industry-gets-boost-as-biden-shifts-stance-11648296002>.

⁶³ « Federal Energy Data Reveals Oil and Gas Permits Rose Under Biden », *Politico Energy*, podcast, 2 novembre 2022, <https://politico-energy.simplecast.com/episodes/what-does-federal-energy-data-say-about-bidens-oil-and-gas-policies>.

⁶⁴ « FACT SHEET: United States and European Commission Announce Task Force to Reduce Europe's dependence on Russian Fossil Fuels », *The White House*, 25 mars 2022, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/03/25/fact-sheet-united-states-and-european-commission-announce-task-force-to-reduce-europes-dependence-on-russian-fossil-fuels/>.

plutôt que des pratiques alternatives⁶⁵. De même, Stefan Aykut et Aurélien Evrard interprètent les stratégies gouvernementales de transition énergétique, en France comme en Allemagne, comme des tentatives de préservation du *statu quo* consumériste. À chaque fois, le lien entre abondance énergétique et matérielle et stabilité politique est un présupposé des politiques mises en œuvre⁶⁶. Les dirigeants de la République Populaire de Chine ont adopté un raisonnement similaire lors des quatre dernières décennies en privilégiant le charbon pour obtenir une croissance rapide à court terme et assurer la stabilité sociale du pays⁶⁷.

On voit donc que le populisme énergétique droitier, qui présente les énergies fossiles comme un prérequis à une abondance non négociable, peut exercer une influence sur les politiques publiques même lorsque ses adversaires sont au pouvoir, en les incitant à emprunter la voie d'une « durabilité faible », « au nom d'un modernisme écologique mis au service du capitalisme néolibéral à contresens de la durabilité forte supposant une rupture des trajectoires de développement⁶⁸ ». Cette influence ne concerne d'ailleurs pas seulement les politiques nationales.

Le populisme énergétique droitier contre le *leadership* climatique états-unien

La persistance du populisme énergétique droitier dans le débat public aux États-Unis fait cohabiter deux messages contradictoires, à savoir une défense péremptoire et déterminée du mode de vie états-unien et une rhétorique optimiste et volontariste du *leadership* climatique états-unien, ce qui fragilise la position des États-Unis dans l'arène climatique internationale.

⁶⁵ Benoît Granier, « Changer les comportements sans changer les modes de vie. Les impasses du tropisme technologique de la transition énergétique au Japon », *Lien social et politiques*, n° 82, 2019, p. 27-51.

⁶⁶ Stefan C. Aykut et Aurélien Evrard, « Une transition pour que rien ne change ? Changement institutionnel et dépendance au sentier dans les “transitions énergétiques” en Allemagne et en France », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 24, n°s 1-2, 2017, p. 17-49.

⁶⁷ Eugene Linden, *op. cit.*, p. 50-51.

⁶⁸ Béatrice Quenault, « Transition énergétique et durabilité des trajectoires de développement : vers un simple ajustement à la marge ou une transformation de rupture ? », *Mondes en développement*, n° 192, 2020, p. 50-51.

Après avoir signé l'Accord de Paris en 2015, le président Obama avait tenu à souligner le rôle moteur de son pays dans la lutte mondiale contre le changement climatique :

*Today, the American people can be proud – because this historic agreement is a tribute to American leadership. Over the past seven years, we've transformed the United States into the global leader in fighting climate change. In 2009, we helped salvage a chaotic Copenhagen Summit and established the principle that all countries had a role to play in combating climate change. We then led by example, with historic investments in growing industries like wind and solar, creating a new and steady stream of middle-class jobs.*⁶⁹

Barack Obama décrit une nation exemplaire, qui ouvre la voie de l'action climatique à ses partenaires internationaux. Depuis le début de l'année 2021, l'administration Biden ne cesse d'employer elle aussi cette rhétorique du *leadership* climatique états-unien. Aux yeux du reste du monde, néanmoins, ces prises de positions sont concurrencées et contredites par la rhétorique nationaliste constitutive du populisme droitier. Bien loin de la main tendue des Démocrates, le président Trump avait ainsi rappelé en 2017, au moment d'annoncer le retrait états-unien de l'Accord de Paris, qu'il n'était obligé que par le sort de ses concitoyens : « *As president, I can put no other consideration before the wellbeing of American citizens*⁷⁰ ». Cette posture nationaliste, en pleine conformité avec l'esprit du populisme énergétique droitier, a pour conséquence de brouiller le message climatique du gouvernement états-unien à l'adresse du reste du monde.

En raison de la nature internationale du défi climatique, cette contradiction et ces fluctuations réduisent les chances de coopération au sein de la communauté internationale. Kelly Sims Gallagher rappelle que, même si les pays industrialisés parvenaient à se rapprocher de la neutralité carbone à l'horizon 2050 (ce qui est

⁶⁹ « Statement by the President on the Paris Climate Agreement », *The White House. President Barack Obama*, 12 décembre 2015, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/12/12/statement-president-paris-climate-agreement>.

⁷⁰ « Statement by President Trump on the Paris Climate Accord », *Trump White House Archive*, 1^{er} juin 2017, <https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/statement-president-trump-paris-climate-accord/>.

très loin d'être acquis), les principaux pays émergents, comme le Brésil, l'Indonésie, le Nigéria ou la Turquie, pourraient anéantir les espoirs d'une décarbonation véritable de l'économie mondiale en choisissant le modèle de développement rapide mais fortement carboné qui a fait la richesse de la Chine contemporaine. Sans aide financière et technologique, prévient Gallagher, les gouvernements de ces pays ont toutes les chances de privilégier un développement économique assis sur l'exploitation massive d'énergies fossiles⁷¹. Dans ce contexte, le populisme droitier états-unien est de nature à encourager ces gouvernements à préserver le *statu quo*.

Depuis que la lutte contre le changement climatique est devenue un sujet de politique internationale, des pays en développement soulignent l'importance des responsabilités communes mais différenciées et ne cessent de clamer leur droit au développement économique, craignant que les pays industrialisés profitent de la mobilisation contre le changement climatique pour les empêcher de s'enrichir à leur tour⁷². Les gouvernements du Venezuela et du Nicaragua expriment par exemple à l'envi leur hostilité à l'égard de l'« éco-colonialisme » des pays occidentaux⁷³. Dans une tribune publiée par le *Washington Post* durant la COP27, le président nigérian, Muhammadu Buhari a lui aussi mis en garde les pays occidentaux :

*Don't tell Africa that the world cannot afford the climate cost of its hydrocarbons – and then fire up coal stations whenever Europe feels an energy pinch. Don't tell the poorest in the world that their marginal energy use will break the carbon budget – only to sign off on new domestic permits for oil and gas exploration. It gives the impression your citizens have more of a right to energy than Africans*⁷⁴.

⁷¹ Kelly Sims Gallagher, « *The Coming Carbon Tsunami. Developing Countries Need a New Growth Model – Before It's Too Late* », *Foreign Affairs*, 14 décembre 2021, <https://www.foreignaffairs.com/articles/world/2021-12-14/coming-carbon-tsunami>.

⁷² Stefan C. Aykut et Amy Dahan, *op. cit.*, p. 38.

⁷³ Edwin Zaccà, *op. cit.*, p. 143-146.

⁷⁴ Muhammadu Buhari, « How not to Talk with Africa about Climate Change », *The Washington Post*, 9 novembre 2022, <https://www.washingtonpost.com/opinions/2022/11/09/nigerian-president-cop27-africa-climate-change/>.

Cette déclaration est intervenue dans un contexte où les 50 % des plus pauvres n'utilisent annuellement que 15 % de l'énergie primaire utilisée à l'échelle mondiale⁷⁵.

S'ils admettent l'existence d'une relation positive entre l'augmentation du PIB et le bien-être humain, Robert Jackson *et al.* préviennent que, au-delà d'un certain seuil, cette relation disparaît, ce qui les conduit à prôner une hausse des quantités d'énergie utilisées dans les pays les plus pauvres, compensée par une baisse dans les pays riches, au nom de l'équité entre les peuples du monde⁷⁶. À l'évidence, rien ne saurait être plus éloigné de la vision du monde défendue par les populistes énergétiques.

Plus récemment, la stratégie de décarbonation choisie par l'administration Biden a également provoqué des tensions entre les États-Unis et les pays industrialisés, cette fois en raison des multiples dispositions protectionnistes contenues dans l'IRA. La décision de ne rendre éligibles au soutien financier de l'État fédéral que les véhicules électriques assemblés dans un pays signataire d'un traité de libre-échange avec les États-Unis illustre très bien cette préférence pour les travailleurs états-uniens. Lors d'un discours prononcé devant le Congrès en avril 2021, le président Biden s'est adressé indirectement à ses détracteurs populistes : « *There is simply no reason why the blades for wind turbines can't be built in Pittsburgh instead of Beijing*⁷⁷ ». Cette orientation colbertiste est toutefois perçue par plusieurs partenaires commerciaux des États-Unis comme une entorse à la lettre et à l'esprit du commerce international. L'Union Européenne, par la voix de son Commissaire au commerce, Valdis Dombrovskis, a menacé de déposer une plainte devant l'OMC. Dans une veine similaire, les gouvernements du Japon et de Corée du sud ont

⁷⁵ Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), *op. cit.*, p. 13.

⁷⁶ Robert B. Jackson *et al.*, « Human Well-Being and Per Capita Energy Use », *Ecosphere*, vol. 13, n° 4, 2022, <https://esajournals.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/ecs2.3978>.

⁷⁷ « Remarks by President Biden in Address to a Joint Session of Congress », *The White House*, 29 avril 2021, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/04/29/remarks-by-president-biden-in-address-to-a-joint-session-of-congress/>.

accusé les Démocrates de subventionner leur secteur manufacturier au mépris des règles du commerce international⁷⁸. À cet égard aussi, l'influence du populisme énergétique droitier contribue à fragiliser la coopération internationale dans la lutte contre le changement climatique.

Sur la scène internationale, le populisme énergétique droitier états-unien entre par ailleurs en conflit frontal avec l'idéal de justice climatique auquel l'écrasante majorité des pays en développement accordent une importance majeure, exacerbant ainsi un déficit de confiance entre eux et les États-Unis.

Populisme énergétique contre justice climatique

Le nationalisme étant l'un des piliers du populisme énergétique droitier, ses partisans ont tendance à aborder les négociations internationales sur le changement climatique comme un jeu à sommes nulles dans lequel il s'agit avant tout de ne pas être exploité par les autres nations. Cette posture est particulièrement corrosive au moment où la question des compensations financières et techniques des pays développés en faveur des pays en développement occupe une place de plus en plus importante dans les négociations climatiques.

Du point de vue nationaliste, la souveraineté nationale doit être préservée comme un bien précieux pour tout État-nation. Il s'agit dès lors d'éviter la reconnaissance d'une autorité coercitive transnationale, que pourrait représenter un accord contraignant sur le climat⁷⁹. La crainte d'une concurrence déloyale de la part des émergents (notamment la Chine et l'Inde) est aussi l'un des ressorts de l'opposition à l'action climatique à droite de l'échiquier politique états-unien, et a été aussi invoquée pour justifier le refus de ratifier le protocole de Kyoto et la volonté de sortir de l'Accord de Paris. En 1997, Angela Antonelli *et al.* de l'Heritage Foundation clamaient déjà leur refus de sacrifier la souveraineté nationale états-unienne au profit d'une « bureaucratie

⁷⁸ Jean Chemnick, « Why America's Climate Law is Causing Rifts at COP 27 », *E&E News*, 7 novembre 2022, <https://www.eenews.net/articles/why-americas-climate-law-is-causing-rifts-at-cop-27/>.

⁷⁹ Yoram Hazony, *The Virtue of Nationalism*, New York, Basic Books, 2018.

internationale inconnue⁸⁰ ». En 2016, Patrick J. Michaels et Paul C. Knappenberger du Cato Institute désignaient la Chine et l'Inde comme les grands vainqueurs d'un Accord de Paris qu'ils jugeaient nocif pour la compétitivité des États-Unis et ses perspectives de croissance⁸¹.

Il paraît difficile de concilier cette défense intransigeante de la souveraineté nationale avec le bon fonctionnement du multilatéralisme climatique tel qu'il a été imaginé au Sommet de la Terre à Rio en 1992. Parce qu'ils ont contribué au changement climatique bien plus que les autres, les pays riches ont, selon les dirigeants des pays en développement, la responsabilité morale de porter l'essentiel du fardeau de la décarbonation⁸². Parmi les multiples conséquences concrètes de ce point de vue, on peut citer la distinction entre pays développés et pays en développement dans le dispositif du protocole de Kyoto (les seconds n'étant pas dans l'obligation de réduire leurs émissions, à la différence des premiers), la création d'un Fonds vert pour le climat dans le sillage de la COP15 de Copenhague (pour permettre le financement de la décarbonation et de l'adaptation au changement climatique des pays en développement par leurs homologues industrialisés), ou encore la récente décision, à la COP27, de créer un Fonds dédié aux pertes et dommages par le biais duquel les pays riches seront appelés à dédommager financièrement les pays pauvres pour les dégâts que la décarbonation et les investissements dans l'adaptation n'auront pas réussi à éviter⁸³.

⁸⁰ Angela Antonelli, Brett D. Schaefer, Alex Annett, *op. cit.*, p. 23.

⁸¹ Patrick J. Michaels et Paul C. Knappenberger, *Lukewarming. The New Climate Science that Changes Everything*, Washington D.C., Cato Institute, 2016, p. 223-229.

⁸² Stefan C. Aykut et Amy Dahan, *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales*, *op. cit.*, p. 276.

⁸³ La catégorie dite des pertes et dommages se distingue des deux grands piliers du régime international climatique que sont l'atténuation et l'adaptation en ce qu'elle concerne l'indemnisation des pays en développement par les pays industrialisés pour des pertes économiques déjà advenues ou qui ne manqueront pas de se matérialiser à l'avenir malgré tous les efforts consacrés à la lutte contre le changement climatique. Voir Saleemul Huq, Erin Roberts et Adrian Fenton, « Loss and Damage », *Nature Climate Change*, vol. 3, n° 11, 2013, p. 947-949.

Au cours d'une année 2022 riche en catastrophes naturelles, plusieurs dirigeants de pays en développement n'ont pas manqué de rappeler leurs homologues des pays industrialisés à leurs responsabilités historiques. Le président du Nigéria, Muhammadu Buhari n'a pas hésité à solliciter ses homologues occidentaux :

*rich countries should direct a greater share of funding to developing nations' adaptation to the effects of climate change. Most financing currently flows toward mitigation projects, such as renewable energy projects, that reduce emissions. While such projects have their uses, far more money needs to go to helping Africa adapt to the effects of climate change – which seems only fair for a continent that produces less than 3 percent of global emissions.*⁸⁴

De même, en septembre 2022, la ministre pakistanaise du changement climatique, Sherry Rehman, a saisi l'occasion des gigantesques inondations qui ont frappé son pays pour exiger le paiement par les pays riches de dédommagements financiers au nom de la justice climatique : « *Historic injustices have to be heard and there must be some level of climate equation so that the brunt of the irresponsible carbon consumption is not being laid on nations near the equator which are obviously unable to create resilient infrastructure on their own*⁸⁵ ». La réalité de l'aide financière apportée par les pays industrialisés demeure pourtant très éloignée des aspirations exprimées par Rehman.

Le sort du Fonds vert pour le climat symbolise les atermoiements des pays riches et cristallise la frustration du reste de la communauté internationale. Alors que ce Fonds devait permettre aux pays en développement de recevoir annuellement 100 milliards de dollars d'aide à la décarbonation et à l'adaptation de la part des pays industrialisés à partir de 2020, les sommes versées sont pour l'instant très en-deçà de l'objectif initial. Les pays en développement accusent de surcroît les gouvernements des pays riches de comptabiliser des aides au développement déjà

⁸⁴ Muhammadu Buhari, *op. cit.*

⁸⁵ Nina Lakhani et Shah Meer Baloch, « Rich Nations Owe Reparations to Countries Facing Climate Disaster, Says Pakistan Minister », *The Guardian*, 4 septembre 2022, <https://www.theguardian.com/world/2022/sep/04/pakistan-floods-reparations-climate-disaster#:~:text=Rich%20polluting%20countries%20which,said%20reparations%20were%20long%20overdue>.

existantes comme faisant partie de leur contribution au Fonds vert. L'administration Trump avait quant à elle suspendu les versements états-uniens⁸⁶. Les perspectives du nouveau Fonds dédié aux pertes et dommages ne sont guère meilleures. Qu'il suffise de rappeler que les contours de ce Fonds, imposé par la pression très forte des pays en développement à Sharm El Sheikh, restent à définir. Les contributions s'effectueront sur la base du volontariat, laissant toute latitude aux pays riches de s'en détourner sans conséquence légale.

Dans la discussion actuelle autour de la justice climatique, le statut de la République Populaire de Chine soulève des questions cruciales. La Chine doit-elle, ainsi que le demandent les diplomates états-uniens, abonder ce Fonds au même titre que les pays riches ? Il est peu probable que ses dirigeants s'y résignent alors même qu'ils ont pour priorité depuis le sommet de Rio de 1992 de demeurer associés au bloc des pays en développement afin de ne pas être soumis à des exigences de décarbonation plus élevées⁸⁷. Dans le contexte d'une rivalité géostratégique exacerbée entre la Chine et les États-Unis, on imagine que les tenants du populisme énergétique droitier n'auraient aucun mal à vilipender un Fonds dédié aux pertes et dommages auquel la Chine ne serait pas tenue de contribuer.

Dans la conclusion de son ouvrage sur la géopolitique de l'énergie au XXI^e siècle, Daniel Yergin identifie la résurgence du populisme et du nationalisme à travers le monde comme un obstacle majeur à la coopération internationale climatique⁸⁸. Noah Sachs affirme quant à lui que les désaccords persistants au sujet de la justice climatique et du financement de la transition énergétique par les pays industrialisés affaiblissent très profondément l'Accord de Paris en empêchant que des relations de confiance se

⁸⁶ Hannah Wright, « Depleting the Climate Trust Fund », *Energy Monitor*, 13 septembre 2021, <https://www.energymonitor.ai/finance/depleting-the-climate-trust-fund/#catfish>.

⁸⁷ Phillip Stalley, « Principled Strategy: The Role of Equity Norms in China's Climate Change Diplomacy », *Global Environmental Politics*, vol. 13, n° 1, 2013, p. 1-8.

⁸⁸ Daniel Yergin, *The New Map. Energy, Climate, and the Clash of Nations*, Londres, Allen Lane, 2020, p. 423-425.

développent dans un cadre qui repose presque exclusivement sur le bon vouloir des parties prenantes⁸⁹. Cette défiance ne peut être qu'exacerbée par le populisme énergétique exprimé par de nombreux élus républicains. Pour les partenaires des États-Unis, comment ne pas s'interroger sur les conséquences d'une prise de pouvoir républicaine dans les années à venir ?

Une fois encore, il convient de rappeler que les Démocrates ne sont pas non plus exempts de l'influence du populisme énergétique droitier. Interrogé au sujet de l'insuffisance des sommes allouées au Fonds vert dans le budget voté par la Chambre des représentants en décembre 2022, le Représentant démocrate Sean Casten s'est montré peu optimiste pour l'avenir du *leadership* climatique états-unien :

As a human being, I don't believe that where you happen to live makes your life more valuable than others. As a politician, the scenario where we have Americans who are taxpayers and voters telling us in Congress, "I need your help", and we choose to send money to people in Bangladesh or Pakistan or somewhere else, who may need it much more... it was one of the hardest things [...] at this COP⁹⁰

Casten reconnaît ici implicitement la force du populisme énergétique droitier et la contrainte qu'il exerce sur la capacité des Démocrates à honorer leurs engagements en matière de finance verte. Un fait qui n'aura pas échappé aux dirigeants des pays en développement.

D'après Moffitt, si le populisme et le nationalisme sont compatibles et peuvent se renforcer mutuellement, ils ne se confondent pas, de sorte que le nationalisme se manifeste régulièrement sous des formes non populistes. C'est que le populisme prétend représenter le peuple au sens d'un ensemble d'individus victimes d'élites mal intentionnées alors que le nationalisme cherche avant tout à représenter les membres de la communauté nationale (en excluant ceux qui n'en font pas partie). Moffitt en conclut que

⁸⁹ Noah M. Sachs, « The Paris Agreement in the 2020s: Breakdown or Breakup? », *Ecology Law Quarterly*, vol. 46, n° 1, 2019, p. 865-910.

⁹⁰ Sara Schonhardt et Nick Sobczyk, « U.S. Climate Aid Pledge Runs Into Capitol Hill Reality », *E&E News*, 21 décembre 2022, <https://www.eenews.net/articles/u-s-climate-aid-pledge-runs-into-capitol-hill-reality/>.

le populisme n'a pas besoin du nationalisme pour fonctionner et que les convergences entre populisme et nationalisme, qui ne sont pas rares, dépendent du contexte historique dans lequel elles surviennent⁹¹. Il ne s'agit donc pas d'affirmer ici que l'alliance entre nationalisme et populisme serait le seul obstacle au bon fonctionnement du régime international climatique mais il semble bien qu'elle contribue fortement à l'inertie politique.

Conclusion

L'influence durable du populisme énergétique droitier peut être considérée comme une cause majeure des difficultés rencontrées par les États-Unis pour contribuer à la lutte contre le changement climatique, depuis l'émergence du régime international climatique dans les années 1990. Ce populisme énergétique maintient également la possibilité d'une remise en cause des avancées obtenues par l'administration Biden depuis janvier 2021, et ce, pour quatre raisons principales. Premièrement, le parti républicain, qui occupe régulièrement le pouvoir aux États-Unis et qui est l'un des principaux véhicules du populisme énergétique droitier, sera probablement en mesure d'enrayer la dynamique enclenchée sous la férule de Joe Biden. Deuxièmement, une grande partie des élus démocrates considèrent qu'il est stratégiquement nécessaire d'élaborer des politiques publiques leur permettant de répondre aux accusations proférées par les partisans du populisme énergétique droitier. Ce choix stratégique peut les conduire à privilégier des mesures moins ambitieuses que ne l'exige la quête d'une transition énergétique rapide et profonde. Troisièmement, la persistance des prises de position relevant du populisme énergétique droitier dans le débat public états-unien tend à parasiter la rhétorique du *leadership* climatique utilisée par les Démocrates, ce qui nuit à la crédibilité des États-Unis sur la scène internationale. Quatrièmement, la vision nationaliste des tenants du populisme énergétique droitier rend plus difficile la tâche des élus désireux de faire droit aux demandes des pays en développement en matière de justice climatique. C'est là un effet

⁹¹ Benjamin Moffit, *op. cit.*, p. 35-49.

particulièrement dévastateur du populisme énergétique droitier puisqu'il semble peu probable que les pays en développement fassent volontairement l'impasse sur l'utilisation à grande échelle d'énergies fossiles à des fins de développement économique s'ils ne reçoivent pas un soutien technique et financier considérable et durable de la part des pays riches.

On peut néanmoins se demander si le vote de l'*Inflation Reduction Act* par les majorités démocrates au Congrès pourrait, à moyen terme, affaiblir l'attrait du populisme énergétique à droite de l'échiquier politique états-unien. En effet, les investissements sans précédent que cette loi va débloquer devraient faire sentir leurs effets économiques et industriels dans toutes les régions du pays, y compris dans celles ordinairement gouvernées par les Républicains⁹². En conférant une dimension protectionniste à la loi, le législateur a certes renchéri et complexifié le déploiement des instruments de la décarbonation et a suscité l'antagonisme des partenaires commerciaux des États-Unis, mais il a aussi cherché à faire du travailleur états-unien, cible de prédilection des populistes énergétiques droitiers, l'un des bénéficiaires de la décarbonation. Dès lors, si la loi produit les effets escomptés, il sera instructif d'étudier d'éventuelles évolutions dans les discours privilégiés par les élus républicains dans le domaine de l'énergie.

⁹² Nick Ferris, « Positive Outlook for US Energy Transition Ahead of Midterm Elections », *Energy Monitor*, 1 novembre 2022, <https://www.energymonitor.ai/policy/positive-outlook-for-us-energy-transition-ahead-of-midterm-elections/#:~:text=The%20current%20global%20energy%20crisis,outcome%20of%20the%20midterm%20elections.>

Bibliographie

- Abramowitz, Alan, *The Disappearing Center. Engaged Citizens, Polarization, and American Democracy*, New Haven, Londres, Yale University Press, 2010.
- Antonelli, Angela, Brett D. Schaefer et Alex Annett, *The Road to Kyoto: How the Global Climate Treaty Fosters Economic Impoverishment and Endangers US Security*, Heritage Foundation, Backgrounder, n° 1143, 6 octobre 1997, <https://www.heritage.org/report/the-road-kyoto-how-the-global-climate-treaty-fosterseconomic-impoverishment-and-endangers-us>.
- Aton, Adam, « Biden's Use of Oil Reserves Overshadows Past Presidents », *E&E News*, 20 octobre 2022, <https://www.eenews.net/articles/bidens-use-of-oil-reserves-overshadows-past-presidents/>.
- Aykut, Stefan C. et Amy Dahan, *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Références », 2015.
- Aykut, Stefan C. et Aurélien Evrard, « Une transition pour que rien ne change ? Changement institutionnel et dépendance au sentier dans les "transitions énergétiques" en Allemagne et en France », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 24, n°s 1-2, 2017, p. 17-49.
- Beau, Rémi, « Peuples climatiques ? », *Multitudes*, n° 61, 2015, p. 114-120.
- Buhari, Muhammadu, « How not to Talk with Africa about Climate Change », *The Washington Post*, 9 novembre 2022, <https://www.washingtonpost.com/opinions/2022/11/09/nigerian-president-cop27-africa-climate-change/>.
- Charbonnier, Pierre, *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte, coll. « Sciences humaines », 2020.
- Chemnick, Jean, « Why America's Climate Law is Causing Rifts at COP 27 », *E&E News*, 7 novembre 2022, <https://www.eenews.net/articles/why-americas-climate-law-is-causing-rifts-at-cop-27/>.
- Clulow, Zeynep, « Democracy, Electoral Systems and Emissions: Explaining When and Why Democratization Promotes Mitigation », *Climate Policy*, vol. 19, n° 2, 2019, p. 244-257.
- Collomb, Jean-Daniel, « Le populisme climatique de Donald J. Trump et le libre marché des idées », *Transatlantica*, n° 1, 2021, p. 1-21.
- Colmet-Daâge, Violaine et Mathieu Génon, « John Kerry : "Négocier l'American Way of Life" ? C'est une fausse question » », *Reporterre*, 26 mars 2022, <https://reporterre.net/John-Kerry-Negocier-l-american-way-of-life-C-est-une-fausse-question>.
- Crichton, Michael, *State of Fear*, New York, HarperCollins, 2004.

- Dunlap, Riley E. et Aaron M. McCright, « Challenging Climate Change. The Denial Countermovement », dans Riley E. Dunlap et Robert J. Brulle (dir.), *Climate Change and Society. Sociological Perspectives*, New York, Oxford University Press, 2015, p. 300-332.
- Epstein, Alex, *The Moral Case for Fossil Fuels*, New York, Portfolio/Penguin, 2014.
- Evergreen Action Policy Team, « Evergreen Explains: The Climate Impact of the Inflation Reduction Act », 23 août 2022, <https://www.evergreenaction.com/documents/The-Climate-Impact-of-the-IRA.pdf>.
- « FACT SHEET: United States and European Commission Announce Task Force to Reduce Europe's dependence on Russian Fossil Fuels », *The White House*, 25 mars 2022, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/03/25/fact-sheet-united-states-and-european-commission-announce-task-force-to-reduce-europes-dependence-on-russian-fossil-fuels/>.
- « Federal Energy Data Reveals Oil and Gas Permits Rose Under Biden », *Politico Energy*, podcast, 2 novembre 2022, <https://politico-energy.simplecast.com/episodes/what-does-federal-energy-data-say-about-bidens-oil-and-gas-policies>.
- Ferris, Nick, « Positive Outlook for US Energy Transition Ahead of Midterm Elections », *Energy Monitor*, 1 novembre 2022, <https://www.energymonitor.ai/policy/positive-outlook-for-us-energy-transition-ahead-of-midterm-elections/#:~:text=The%20current%20global%20energy%20crisis,outcome%20of%20the%20midterm%20elections.>
- Finchelstein, Federico et Nadia Urbinati, « On Populism and Democracy », *Populism*, vol. 1, n° 1 2018, p. 15-37.
- Foucart, Stéphane, *Le Populisme climatique. Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science*, Paris, Denoël, coll. « Impacts », 2010.
- Freedman, Andrew, « BlackRock, UBS and 348 ESG Funds “banned” in Texas », *Axios*, 25 août 2022, <https://www.axios.com/2022/08/25/texas-bans-blackrock-ubs-esg-backlash>.
- Freedman, Andrew, « First Look: The Business Roundtable's New Energy Agenda », *Axios*, 19 avril 2022, <https://www.axios.com/2022/04/19/business-roundtable-white-house-energy>.
- Freedman, Andrew, « How the Energy Department Views Rising Gas Prices », *Axios*, 9 novembre 2021, <https://www.axios.com/2021/11/09/energy-department-cop26-rising-gas-prices>.
- Gallagher, Kelly Sims, « *The Coming Carbon Tsunami. Developing Countries Need a New Growth Model – Before It's Too Late* », *Foreign Affairs*, 14 décembre 2021, <https://www.foreignaffairs.com/articles/world/2021-12-14/coming-carbon-tsunami>.

- Geels, Frank W *et al.*, « The Socio-Technical Dynamics of Low-Carbon Transitions », *Joule*, vol. 1, n° 3, 2017, p. 463-479.
- Grandjean, Alain, « Les conditions de la “croissance verte” », *Annales des Mines – Responsabilité et environnement*, n° 61, 2011, p. 122-127.
- Granier, Benoît, « Changer les comportements sans changer les modes de vie. Les impasses du tropisme technologique de la transition énergétique au Japon », *Lien social et politiques*, n° 82, 2019, p. 27-51.
- Hazon, Yoram, *The Virtue of Nationalism*, New York, Basic Books, 2018.
- Horner, Christopher E., *The Politically Incorrect Guide to Global Warming and Environmentalism*, Washington D.C., Regnery Publishing, 2007.
- Huber, Robert A., « The Role of Populist Attitudes in Explaining Climate Change Skepticism and Support for Environmental Protection », *Environmental Politics*, vol. 29, n° 6, 2020, p. 959-982.
- Huq, Saleemul, Erin Roberts et Adrian Fenton, « Loss and Damage », *Nature Climate Change*, vol. 3, n° 11, 2013, p. 947-949.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), *Climate Change 2022. Mitigation of Climate Change. Summary for Policymakers*, Working Group III Contribution to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change, 2022, https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/downloads/report/IPCC_AR6_WGIII_SummaryForPolicymakers.pdf.
- Jackson, Robert B. *et al.*, « Human Well-Being and Per Capita Energy Use », *Ecosphere*, vol. 13, n° 4, 2022, <https://esajournals.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/ecs2.3978>.
- Jamieson, Dale, *Reason in a Dark Time. Why the Struggle Against Climate Change Failed – and What It Means for Our Future*, New York, Oxford University Press, 2014.
- Kallman, Meghan Elizabeth et Scott Frickel, « Power to the People: Industrial Transition Movements and Energy Populism », *Environmental Sociology*, vol. 5, n° 3, 2019, p. 255-268.
- Kenny, John, « Economic Conditions and Support for the Prioritisation of Environmental Protection during the Great Recession », *Environmental Politics*, vol. 29, n° 6, 2020, p. 937-958.
- Lakhani, Nina et Shah Meer Baloch, « Rich Nations Owe Reparations to Countries Facing Climate Disaster, Says Pakistan Minister », *The Guardian*, 4 septembre 2022, <https://www.theguardian.com/world/2022/sep/04/pakistan-floods-reparations-climate-disaster#:~:text=Rich%20polluting%20countries%20which,said%20reparations%20were%20long%20overdue>.
- Linden, Eugene, *Fire and Flood. A People's History of Climate Change, from 1979 to the Present*, New York, Penguin Press, 2022.

- Lockwood, Ben et Matthew Lockwood, « How Do Right-Wing Populist Parties Influence Climate and Renewable Energy Policies? Evidence from OECD Countries », *Global Environmental Politics*, vol. 22, n° 3, 2022, p. 12-37.
- Marquardt, Jens et Markus Lederer, « Politicizing Climate Change in Times of Populism: An Introduction », *Environmental Politics*, vol. 31, n° 5, 2022, p. 735-754.
- Marquardt, Jens, M. Cecilia Oliveira et Markus Lederer, « Same, Same, but Different? How Democratically Elected Right-Wing Populists Shape Climate Change Policymaking », *Environmental Politics*, vol. 31, n° 5, 2022, p. 777-800.
- Michaels, Patrick J. et Paul C. Knappenberger, *Lukewarming. The New Climate Science that Changes Everything*, Washington D.C., Cato Institute, 2016.
- Mildenberger, Matto et Anthony Leiserowitz, « Public Opinion on Climate Change: Is There an Economy-Environment Tradeoff? », *Environmental Politics*, vol. 26, n° 5, 2017, p. 801-824.
- Milloy, Steve, *Green Hell. How Environmentalists Plan to Control Your Life and What You Can Do to Stop Them*, Washington DC, Regnery Publishing, 2009.
- Mirrlees, Tanner, « The Carbon Convoy: The Climate Emergency Fueling the Far Right's Big Rigs », *Energy Humanities*, 3 mai 2022, <https://www.energyhumanities.ca/news/the-carbon-convoy-the-climate-emergency-fueling-the-far-rights-big-rigs>.
- Moati, Philippe, *La société malade de l'hyperconsommation*, Paris, Odile Jacob, 2016.
- Moffitt, Benjamin, *Populism*, Cambridge, Polity Press, coll. « Key Concepts in Political Theory », 2020.
- Möhler, Karin, Grégory Piet et Edwin Zaccai, « Changement climatique et familles politiques en Europe », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 2257, 2015, p. 5-52.
- Mones, Djamila, « Le pétropopulisme freine la transition énergétique », *The Conversation*, 15 mars 2022, <https://journalmetro.com/environnement/2792023/le-petropopulisme-freine-la-transition-energetique/>.
- Moore, Stephen et Andrew Vanderplas, *State Renewable Energy Mandates: A Regressive Green Tax on America's Poor*, The Heritage Foundation, Special Report, n° 206, 30 octobre 2018, https://www.heritage.org/sites/default/files/2018-10/SR206_0.pdf.
- Mudde, Cas et Cristóbal Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, trad. de l'anglais par Benoîte Dauvergne, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, coll. « Monde en cours », 2018 [2017], p. 14-38.

- Nichols, Tom, *The Death of Expertise. The Campaign against Established Knowledge and Why It Matters*, New York, Oxford University Press, 2017.
- Pielke Jr., Roger, *The Climate Fix. What Scientists and Politicians Won't Tell You About Global Warming*, New York, Basic Books, 2010.
- Piggot, Georgia et al., *Realizing a Just and Equitable Transition Away from Fossil Fuels*, Stockholm Environment Institute, 2019, <https://www.sei.org/wp-content/uploads/2019/01/realizing-a-just-and-equitable-transition-away-from-fossil-fuels.pdf>.
- Povitkina, Marina, « The Limits of Democracy in Tackling Climate Change », *Environmental Politics*, vol. 27, n° 3, 2018, p. 411-432.
- Puko, Timothy et Colin Eaton, « Natural-Gas Industry Gets Boost as Biden Shifts Stance », *Wall Street Journal*, 26 mars 2022, <https://www.wsj.com/articles/natural-gas-industry-gets-boost-as-biden-shifts-stance-11648296002>.
- Quenault, Béatrice, « Transition énergétique et durabilité des trajectoires de développement : vers un simple ajustement à la marge ou une transformation de rupture ? », *Mondes en développement*, n° 192, 2020, p. 45-70.
- « Remarks by President Biden in Address to a Joint Session of Congress », *The White House*, 29 avril 2021, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/04/29/remarks-by-president-biden-in-address-to-a-joint-session-of-congress/>.
- « Remarks by President Trump at the Unleashing American Energy Event », Trump White House Archive, 29 juin 2017, <https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/remarks-president-trump-unleashing-american-energy-event/>.
- Sachs, Noah M., « The Paris Agreement in the 2020s: Breakdown or Breakup? », *Ecology Law Quarterly*, vol. 46, n° 1, 2019, p. 865-910.
- Schonhardt, Sara et Nick Sobczyk, « U.S. Climate Aid Pledge Runs Into Capitol Hill Reality », *E&E News*, 21 décembre 2022, <https://www.eenews.net/articles/u-s-climate-aid-pledge-runs-into-capitol-hill-reality/>.
- Singer, S. Fred, *Climate Policy – From Rio to Kyoto: A Political Issue for 2000 – and Beyond*, Stanford University, Hoover Institution, 2000, <https://www.hoover.org/research/climate-policy-rio-kyoto-political-issue-2000-and-beyond>.
- Spurling, Bryden, « The Peril of Modern Democracy: Short-Term Thinking in a Long-Term World », *United States Studies Centre*, Sydney, Université de Sydney, 3 février 2020, <https://www.usss.edu.au/analysis/the-peril-of-modern-democracy-short-term-thinking-in-a-long-term-world>.

- Stalley, Phillip, « Principled Strategy: The Role of Equity Norms in China's Climate Change Diplomacy », *Global Environmental Politics*, vol. 13, n° 1, 2013, p. 1-8.
- « Statement by the President on the Paris Climate Agreement », *The White House. President Barack Obama*, 12 décembre 2015, <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/12/12/statement-president-paris-climate-agreement>.
- « Statement by President Trump on the Paris Climate Accord », Trump White House Archive, 1^{er} juin 2017, <https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/statement-president-trump-paris-climate-accord/>.
- Tweet de @realDonaldTrump, 16 mars 2019, <https://twitter.com/realdonaldtrump/status/1107029377123057664>.
- Université Columbia, *Climate Deregulation Tracker*, <https://climate.law.columbia.edu/climate-deregulation-tracker>.
- Valantin, Jean-Michel, « L'Anthropocène, champ de bataille sino-américain », *L'aigle, le dragon et la crise climatique*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Anthropocène », 2020, p. 141-189.
- Wright, Hannah, « Depleting the Climate Trust Fund », *Energy Monitor*, 13 septembre 2021, <https://www.energymonitor.ai/finance/depleting-the-climate-trust-fund/#catfish>.
- Yergin, Daniel, *The New Map. Energy, Climate, and the Clash of Nations*, Londres, Allen Lane, 2020.
- Zaccà, Edwin, *Deux degrés. Les sociétés face au changement climatique*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Essai », 2019.